

DOCUMENT EXTERNE
Londres, septembre 1995

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Portés manquants à Srebrenica

Introduction

En juillet 1995, l'Armée serbe de Bosnie a attaqué les enclaves de Srebrenica et de Zepa, dans l'est de la Bosnie-Herzégovine, jusque là contrôlées par l'Armija Bosne i Hercegovine (ABH, Armée de Bosnie et d'Herzégovine), fidèle au gouvernement de Sarajevo et en majorité composée de Musulmans. La population de ces deux enclaves, presque exclusivement musulmane, oscillait, selon les estimations, entre 42 000 et 50 000 personnes. Les deux secteurs avaient été déclarés "zones de sécurité" par le Conseil de sécurité des Nations unies et abritaient tous deux un petit contingent de casques bleus, membres de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Les forces serbes de Bosnie ont rapidement pris le contrôle des deux enclaves, jetant sur les routes la totalité de leurs habitants.

Une délégation d'Amnesty International s'est rendue dans la région de Tuzla peu après la chute de Srebrenica et de Zepa. C'est à Tuzla, en territoire contrôlé par le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, que se sont réfugiés la majorité des civils et des soldats qui ont fui les deux enclaves. Les témoignages que nos délégués ont pu recueillir révèlent une troublante série d'atteintes graves aux droits de l'homme perpétrées par des éléments des forces serbes de Bosnie à l'encontre des Musulmans qui cherchaient à fuir Srebrenica. Il est particulièrement inquiétant de constater que sont portés manquants quelque 4 000 personnes, en majorité des hommes en âge d'être mobilisés mais pas uniquement des militaires : elles sont vraisemblablement tombées entre les mains des forces serbes de Bosnie. Dans la totalité des familles rencontrées par la délégation d'Amnesty International lors de ses entretiens avec des personnes déplacées, au moins un membre était porté manquant.

Bon nombre des personnes déplacées et des soldats de l'ABH que nous avons rencontrés avaient dû fuir à travers bois, en tentant d'éviter les embuscades tendues par les forces serbes de Bosnie. Comme ils étaient physiquement très éprouvés, ayant passé plusieurs jours sans dormir et sans manger à leur faim, exposés aux intempéries, ils avaient souvent du mal à se rappeler avec précision la date, l'heure ou le lieu de tel ou tel événement. Il a donc été difficile d'avoir une vision d'ensemble de tous les agissements commis et de confirmer la totalité des accusations portées par les autorités et les médias locaux. Le tableau qui se dégage des témoignages recueillis par Amnesty International est néanmoins suffisamment cohérent pour susciter de graves inquiétudes. Il est à craindre que de graves atteintes aux droits de l'homme n'aient été perpétrées et l'on peut redouter que de nouvelles atteintes ne se produisent encore. Le fait, notamment, que l'on soit aujourd'hui sans nouvelles de tant de gens, les indices laissant supposer que nombre des personnes portés manquants ont été arrêtés ou sont, d'une façon ou d'une autre, tombés aux mains de l'Armée serbe de Bosnie, ainsi que l'impossibilité pour les organismes internationaux tels que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'avoir accès à ces prisonniers supposés, suscitent de profondes inquiétudes sur leur sort.

Les rapports d'autres observateurs internationaux ne font que renforcer les craintes d'Amnesty International concernant le traitement de la population lors de la chute de Srebrenica et dans les jours qui ont suivi. Les constatations de l'ex-rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme en ex-Yougoslavie, Tadeusz Mazowiecki, sont à cet égard édifiantes (Rapport périodique final soumis par M. Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, conformément au paragraphe 42 de la résolution 1995/89 de la Commission, document ONU, E/CN.4/1996/9, 22 août 1995).

De très nombreuses informations font état de cas d'attaques et d'homicides arbitraires dont auraient été victimes des hommes capturés par les forces serbes de Bosnie alors qu'ils cherchaient à gagner, à travers bois, le territoire contrôlé par les forces bosniaques. De plus, l'Organisation est particulièrement troublée par le fait que l'on reste sans nouvelles de plusieurs milliers d'hommes et d'adolescents (dont certains n'avaient que treize ans) : ils risquent fort d'avoir été victimes d'atrocités ou d'y être exposés à l'avenir. Les témoignages recueillis par Amnesty International auprès de personnes expulsées de Srebrenica par convois viennent confirmer les estimations selon lesquelles au moins 4 000 hommes seraient portés manquants. Ces témoignages indiquent en outre que l'Armée serbe de Bosnie a appliqué une politique délibérée, consistant à arrêter tous les civils de sexe masculin se trouvant à Srebrenica (parmi les cas signalés aux délégués d'Amnesty International figurent des adolescents ayant tout juste treize ans et un homme âgé de soixante-dix-sept ans). Un témoin direct, qui était à même, sur place, de faire une évaluation de la situation, a estimé que l'Armée serbe de Bosnie avait peut-être arrêté un millier d'hommes à Potocari, tandis que 3 000 autres auraient été capturés ou se seraient rendus, alors qu'ils tentaient de fuir par les bois.

Le 26 juillet, le CICR a enregistré 164 hommes originaires de Srebrenica, détenus dans un camp de Batkovic, dans le nord-est de la Bosnie. Amnesty International pense cependant que ces hommes ont probablement été faits prisonniers par l'Armée serbe de Bosnie avant la chute finale de Srebrenica, et qu'aucun homme arrêté à Potocari ou capturé alors qu'il tentait de fuir ne figurait dans ce groupe. Selon certaines informations, des femmes et des jeunes filles avaient été enlevées, mais dans de nombreux cas, les éléments dont on dispose sont de simples rumeurs. Il en juge par les renseignements qu'a pu rassembler Amnesty International, il semblerait qu'il y ait eu un certain nombre de cas isolés de rapt de femmes ou de jeunes filles, sans toutefois que ces actes ne s'inscrivent apparemment dans le cadre d'une véritable politique généralisée, comme celle qui a présidé à l'arrestation des hommes.

Le contexte

Srebrenica, petite ville de l'est de la Bosnie, non loin de la Drina, le cours d'eau qui marque la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, était assiégée par les forces serbes de Bosnie depuis le mois d'avril 1992. Ces derniers n'avaient pas réussi à prendre la ville, mais ses défenseurs ne parvenaient pas non plus à briser son encerclement. Des personnes chassées de toute la région étaient progressivement venues se réfugier à Srebrenica, pour y trouver une sécurité relative. De moins de 5 000 habitants avant la guerre, la population était passée à environ 25 000 personnes au début de l'année 1993. Devant l'impossibilité d'acheminer l'aide humanitaire, les Nations unies ont voulu évacuer les femmes, les enfants et les blessés, mais ces tentatives ont été dénoncées par les autorités locales, qui y voyaient en fait une façon d'aider les Serbes de Bosnie à créer l'État ethniquement homogène auquel ils aspiraient. Le 16 avril 1993, la résolution 819 du Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré Srebrenica et ses environs "zone de sécurité", exigeant l'arrêt de toute activité militaire dans la zone. Des unités de la FORPRONU, chargées de veiller à la sécurité des habitants et de surveiller l'application du cessez-le-feu, ont été stationnées sur place.

Pourtant, la zone n'a jamais été totalement démilitarisée et des hostilités de faible intensité se sont poursuivies. L'Armée serbe de Bosnie a continué de bombarder la ville et d'affronter régulièrement l'ABH, dont les effectifs à Srebrenica étaient estimés, en juillet 1993, à trois ou quatre mille hommes équipés d'armes légères. En raison de l'afflux ininterrompu des réfugiés, la population de la ville avait atteint, à la fin du premier semestre 1993, 35 000 à 42 000 habitants.

Le 8 juillet 1993, les forces serbes de Bosnie ont lancé une offensive contre la ville, débordant les postes des Nations unies situés autour de l'enclave et capturant 15 membres de la FORPRONU. Un certain nombre de casques bleus qui tentaient de se replier ont été attaqués par l'ABH et l'un d'eux a été tué. L'offensive de l'Armée serbe de Bosnie s'est poursuivie le lendemain et d'autres membres de la FORPRONU ont à leur tour été faits prisonniers. Le 10 juillet, après avoir bombardé la ville, les forces serbes de Bosnie ont donné l'assaut, en faisant intervenir leur infanterie. Quelque 4 000 personnes ont fui les environs de Srebrenica pour se réfugier dans le centre. En dépit des mises en garde de l'ONU, qui menaçait de riposter en cas de poursuite de l'offensive, celle-ci a repris le lendemain. Finalement, malgré des frappes aériennes de l'OTAN (deux chars serbes ont été touchés), les forces serbes de Bosnie ont pris la ville le 11 juillet.

Avant la chute de Srebrenica, des membres de l'ABH ont commencé à se replier, cherchant à quitter la région. Ils ont tenté de fuir à pied, en passant par les bois, espérant gagner les territoires tenus par les forces fidèles au gouvernement bosniaque. Ces soldats étaient accompagnés d'un nombre non déterminé de civils de sexe masculin en âge d'être enrôlés. Ils avaient également emmené avec eux quelques femmes et quelques enfants, qui appartenaient aux familles de personnalités politiques locales ou d'officiers, ou qui, pour d'autres raisons, semblaient devoir redouter plus particulièrement l'arrivée des soldats de l'Armée serbe de Bosnie. Environ 15 000 personnes ont ainsi tenté de s'échapper. Dans leur fuite à travers les montagnes et les forêts, civils et militaires ont souvent été pris dans les embuscades apparemment systématiques des forces serbes de Bosnie. Parmi les réfugiés qui ont réussi à atteindre la zone tenue par le gouvernement bosniaque, nombreux sont ceux qui affirment avoir vu un compagnon se faire tuer après s'être rendu ou avoir été capturé par l'Armée serbe de Bosnie. Il n'a pas été possible de vérifier ces allégations, mais tout semble indiquer que des meurtres, voire des massacres, de ce type ont été commis. Il est certain, en tout cas, qu'un nombre considérable de personnes ayant quitté de cette manière l'enclave de Srebrenica n'ont pas réussi à atteindre les zones contrôlées par les autorités de Sarajevo et que l'on est sans nouvelles d'elles.

Le reste de la population, presque totalement composée de civils, a accompagné les casques bleus de la FORPRONU lorsque ceux-ci se sont repliés vers l'une de leurs bases, une ancienne usine de batteries automobiles désaffectée, située à Potocari, à cinq kilomètres au nord de la ville. Les hommes en âge de se battre, ainsi qu'un certain nombre de jeunes adolescents et d'hommes manifestement trop vieux pour porter les armes, ont été séparés du reste du groupe et faits prisonniers par l'Armée serbe de Bosnie. Les femmes, les enfants et la majorité des personnes âgées ont été expulsés vers les territoires contrôlés par le gouvernement bosniaque. Ils ont quitté la région en autocar, le convoi empruntant les principales routes goudronnées de la région. Les véhicules ont ainsi rallié le village de Tisea, à la limite du no man's land qui sépare les belligérants, via Bratunac, une ville tenue par l'Armée serbe de Bosnie depuis le début des hostilités, vers la fin du premier semestre 1992, puis Konjevici, Nova Kasaba et Vlasenica. Arrivés à Tisea, les personnes

expulsés ont reçu l'ordre de quitter les autocars et de gagner à pied la ville de Kladanj, en territoire contrôlé par les forces bosniaques. Certains membres de ce groupe ont été victimes de violations des droits de l'homme, à Potocari ou pendant leur expulsion. Plusieurs personnes avec qui nous avons pu nous entretenir affirment avoir vu, pendant le trajet, d'importants groupes de prisonniers. D'autres disent avoir aperçu des cadavres le long de la route.

Enlèvements, détentions et homicides à Potocari

La majorité des personnes réfugiées à Potocari sont arrivées sur les lieux le 11 juillet. Beaucoup de ces réfugiés disaient avoir été poursuivis, tout au long de leur route, par des tirs d'artillerie qui les forçaient à avancer. Les premiers arrivants se sont installés dans les bâtiments de la zone industrielle jouxtant la base de la FORPRONU. Rapidement, cette zone s'est avérée trop petite pour accueillir tous les réfugiés (au moins 20 000 personnes). La majorité d'entre eux ont donc dû se masser à la périphérie.

Les troupes de l'Armée serbe de Bosnie sont entrées dans Potocari le lendemain. Le soir, elles contrôlaient la zone. Dès l'après-midi, les premiers autocars ont commencé à emmener les personnes qui s'y étaient réfugiées. Au moment de l'embarquement, les hommes ont été séparés des femmes et ont été placés en détention par les forces serbes.

Au cours de la journée, des membres de l'Armée serbe de Bosnie ont pénétré à l'intérieur de la zone industrielle. Ils étaient, selon certaines informations, à la recherche d'éventuels combattants de l'AFB et de personnes ayant joué un rôle politique important à Srèbrénica. Lors de cette première "visite", il semble qu'aucune atteinte aux droits de l'homme n'ait été commise. Toutefois, dans la soirée, selon de nombreux témoignages, des soldats serbes de Bosnie seraient revenus en petits groupes, et auraient alors emmené un certain nombre d'hommes, d'âge militaire pour la plupart (de jeunes adolescents, certains ayant à peine treize ans, auraient également été enlevés). Selon le témoignage d'un homme d'un certain âge, qui s'était réfugié dans une des usines du périmètre, des soldats de l'Armée serbe de Bosnie seraient entrés dans le bâtiment vers 19 heures, le 12 juillet, et auraient emmené plusieurs hommes. Ce témoin connaissait trois de ces derniers. Il s'agissait de Hlediba Alić, de Hajrudin Begzadie et d'Esad Mustafić. Les prisonniers ont été emmenés à travers un champ de blé voisin, puis notre interlocuteur les a perdus de vue. Un autre témoin, une femme qui se trouvait à l'extérieur, raconte qu'un groupe de soldats serbes de Bosnie est entré dans un des bâtiments d'usine et a arrêté un membre éminent de la Stranka Demokratske Akcije (SDA, Parti d'action démocratique) à Srèbrénica, Ibran Mustafić. Ce témoin dit avoir vu les soldats emmener Ibran Mustafić, son frère et un homme âgé, également membre de la famille et les faire monter à bord d'un camion, qui est ensuite parti en direction de Bratunac.

Parmi les personnes qui s'étaient réfugiées autour des usines, nombreuses sont celles qui mentionnent de tels enlèvements. Une femme de quarante et un ans a vu trois soldats emmener son beau-frère, âgé de trente-sept ans. Les soldats, selon elle, gardaient le silence, ordonnant seulement à la foule de rester calme. Cette femme n'a pas pu voir où les trois militaires conduisaient leur prisonnier.

On ne sait pas avec certitude ce que sont devenus les personnes arrêtées. Certaines ont été aperçues alors qu'elles étaient poussées à bord de camions ou de cars, qui les auraient ensuite emmenées dans la direction de Bratunac. Mais dans d'autres cas, des témoins ont vu que l'on emmenait des prisonniers hors de portée des regards, à l'intérieur ou à l'arrière d'un bâtiment, après quoi ils ont entendu des détonations. Il existe de nombreux indices tendant à prouver que plusieurs des personnes enlevées ou arrêtées à Potocari ont effectivement été tuées sur place. Plusieurs témoins disent avoir vu, dans la nuit du 12 juillet ou au matin du 13, les corps de plusieurs hommes gisant dans un champ de blé proche des usines, tout près d'un cours d'eau. Les témoins affirment tous avoir aperçu – soit en allant chercher de l'eau, soit en se rendant aux toilettes situées dans des bâtiments de l'autre côté du champ, soit le matin, en traversant ce champ pour rejoindre les autocars qui allaient les emmener – plusieurs cadavres d'hommes en civil, alignés sur le sol. La plupart des témoignages font état de 10 ou 12 corps. Certains affirment que les victimes avaient la gorge tranchée. Des membres de la FORPRONU ont également fait le récit d'homicides arbitraires et délibérés, et ont

dit avoir vu des cadavres d'hommes en civil.

Le 13 juillet, neuf hommes non armés auraient été fusillés dans un champ, tout près d'une des usines de Potocari. Ils auraient été tués par trois soldats serbes de Bosnie obéissant aux ordres d'un supérieur. Les neuf victimes avaient apparemment cherché à s'échapper, mais avaient été reprises presque immédiatement.

Bien que l'expulsion des personnes regroupées à Potocari ait commencé le mercredi 12 juillet, la majorité d'entre elles ont été chassées le jeudi et le vendredi suivants. Toutes les personnes expulsées de Potocari que nous avons pu rencontrer s'accordent pour dire que, lors de l'embarquement dans les cars et les camions, les hommes de tous âges ont été séparés des femmes et des enfants et ont été arrêtés par les autorités serbes de Bosnie. Amnesty International a par exemple recueilli le témoignage d'une femme réfugiée sur la base de la FORPRONU avec sa fille, âgée de sept ans, son fils, quinze ans, son père, soixante-dix-sept ans, et son frère, cinquante-cinq ans. Le jeudi 13 juin, alors que la famille allait embarquer dans un car, les trois hommes ont été séparés des femmes et emmenés par des soldats de l'Armée serbe de Bosnie. Une autre femme affirme avoir vu des soldats serbes de Bosnie pousser et frapper à coups de pied son frère (âgé d'environ quarante-cinq ans), son père (soixante-deux ans), son beau-père (soixante-dix-sept ans) et l'oncle de son mari (soixante-treize ans). Les soldats de l'Armée serbe de Bosnie les ont empêchés de monter à bord des cars et les ont conduits dans un bâtiment voisin. De même, une autre femme raconte que, le vendredi, au moment d'embarquer dans un autocar, elle avait été séparée de son père, de son frère et de son neveu, et que ceux-ci avaient été emmenés par l'Armée serbe de Bosnie. Son autre frère avait été arrêté dans la zone industrielle dans la nuit du 12 juillet. Une autre femme encore raconte que plusieurs soldats de l'Armée serbe de Bosnie ont voulu la séparer de son fils, un adolescent de dix-sept ans souffrant d'arriération mentale. L'un des soldats l'aurait frappée avec la crosse de son fusil. Elle aurait finalement réussi à emmener son fils avec elle grâce à l'intervention d'un membre des forces serbes de Bosnie avec qui elle était allée à l'école. Ce soldat les aurait accompagnés jusqu'à un car et aurait demandé au chauffeur de ne pas s'arrêter et de ne laisser personne séparer le jeune garçon de sa mère. Ils auraient finalement atteint Kladanj sans autre incident.

Un témoin, ayant eu la possibilité d'observer les événements de l'intérieur de la zone industrielle et de prendre des notes, affirme que, sur l'ensemble des hommes réfugiés à l'intérieur de l'enceinte, 293 avaient été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer dans les autocars. Ce témoin, qui a par la suite réussi à gagner Tuzla, estime qu'environ 600 autres personnes se trouvant à l'extérieur de l'enceinte auraient également été arrêtées. Il n'a pas pu repérer l'endroit où les prisonniers ont été emmenés.

Les personnes expulsées ainsi par convoi organisé ont ensuite été victimes de harcèlement. Beaucoup affirment avoir été dépouillées en route, par des soldats de l'Armée serbe de Bosnie, de l'argent et des objets de valeur qu'elles avaient sur elles. Beaucoup ont également été menacées ou insultées, sans toutefois, la plupart du temps, faire l'objet de mauvais traitements physiques.

Les viols et autres sévices sexuels

Les membres de notre délégation ont recueilli de nombreuses allégations faisant état d'enlèvements de jeunes femmes pendant l'acheminement des convois. La plupart de ces allégations n'étaient cependant pas fondées sur des informations de première main ; il s'agissait bien souvent de rumeurs. Un certain nombre de témoignages laissent toutefois supposer que des cas isolés de viol ou d'autres sévices sexuels se sont effectivement produits. Amnesty International a en particulier pu enquêter sur un cas et recueillir des renseignements suffisamment détaillés pour conclure au bien-fondé des accusations formulées.

La délégation d'Amnesty International a recueilli le témoignage d'un homme approchant la soixantaine, qui avait été blessé avant de pouvoir fuir Srèbreznica. Cet homme avait pris place dans un des camions d'un convoi médical devant acheminer, sous le contrôle de l'ONU, des blessés et quelques membres du personnel médical. Le convoi avait quitté Potocari à 17 heures, le mercredi 12 juillet, pour se rendre à Tisca. Les camions étaient arrivés à destination tard dans la soirée. Quatre ou cinq soldats étaient alors passés dans chaque véhicule pour y insulter les blessés. Ceux qui pouvaient marcher, y compris avec des béquilles, ainsi que les infirmières, infirmiers et les casques bleus de l'ONU, ont reçu l'ordre de descendre. Les blessés graves ont pu, eux, rester à bord des camions. Selon le témoignage de notre interlocuteur, confirmé par plusieurs autres personnes, le

groupe aurait été reconduit de force à proximité de Potocari (certains témoignages situent l'incident relatif avant l'arrivée du convoi à Tisca). Les prisonniers auraient été fouillés et les objets de valeur qu'ils avaient sur eux auraient été confisqués. Ils auraient finalement été autorisés à s'asseoir par terre. Les injures auraient continué, certains détenus étant même frappés à coups de pied ou de crosse de fusil. Deux soldats sont venus chercher une des infirmières, afin, disaient-ils, de l'interroger. Elle est revenue un peu plus tard en pleurant. Par la suite, elle aurait confié qu'on lui avait demandé s'il était vrai qu'une autre infirmière était la sœur du commandant des forces de l'ABH à Srebrenica, auquel cas il fallait qu'elle l'identifie. Elle aurait répondu qu'elle n'en savait rien. Une autre infirmière, également emmenée par les soldats serbes de Bosnie, a déclaré à son retour, un peu plus tard, qu'elle avait été battue et violée. Amnesty International connaît le nom de cette infirmière ; le service de gynécologie de l'hôpital Gradina, à Tuzla, a confirmé qu'une femme de ce nom avait été soignée après s'être plainte de viol. Cet hôpital a par ailleurs confirmé que l'examen médical de cette personne avait révélé des signes d'activité sexuelle récente.

Les soldats serbes de Bosnie ont procédé à une nouvelle inspection le lendemain matin, et un autre groupe de jeunes gens a été séparé du reste du convoi. Parmi ces derniers, un jeune infirmier aurait été victime d'un sévère passage à tabac. Les membres de ce groupe ont été renvoyés à Bratunac. La plupart d'entre eux ont par la suite été expulsés vers Tuzla, sous contrôle du CICR. Selon certaines informations non confirmées, une dizaine des blessés restants auraient été conduits à l'hôpital de Zvornik, une ville tenue par l'Armée serbe de Bosnie.

Les meurtres de prisonniers

C'est dans la nuit du 10 juillet, avant que les Serbes ne s'emparent de Srebrenica, qu'ont commencé à fuir les combattants de l'ABH et les autres hommes en âge de servir dans l'armée. Ce groupe, qui comptait quelque 15 000 personnes, était composé, pour environ un tiers, de soldats de l'ABH équipés d'armes légères, et pour deux tiers de civils non armés. Tous les témoignages recueillis par Amnesty International auprès d'hommes ayant fait partie de ce groupe concordent : la colonne des fugards serait tombée à plusieurs reprises dans les embuscades tendues par l'Armée serbe de Bosnie. Les combattants de l'ABH auraient tenté de résister et ces accrochages auraient fait de très nombreuses victimes. Devant ces attaques, la colonne se serait divisée en groupes de plus en plus petits, certains se rejoignant par la suite pour poursuivre leur exode.

Selon de nombreux témoignages, les principales embuscades auraient eu lieu près d'un carrefour proche de la localité de Konjevici, où la route de Bratunac rejoint l'axe nord-sud Zvornik-Vlasnica. D'autres embuscades ont également été signalées non loin de Nova Kasaba et du village de Kravica. Toutes ces localités sont situées le long d'une route empierrée particulièrement exposée, qui forme deux côtés d'un carré enfermant l'ex-enclave de Srebrenica, et que les fugards devaient obligatoirement traverser pour rejoindre la zone sous contrôle bosniaque. Il semblerait, d'après les informations dont nous disposons, que les attaques lancées contre les survivants, après le passage de cet axe, étaient le fait de petits détachements de l'Armée serbe de Bosnie et présentaient un caractère moins organisé.

Plusieurs milliers de fugards auraient été capturés ou se seraient rendus lors de ces attaques. Les témoignages recueillis par Amnesty International auprès de femmes et d'hommes expulsés par autocar de Potocari font état de groupes de prisonniers, détenus à divers endroits le long de la route, ou encore de colonnes d'hommes marchant, les mains sur la nuque, en direction de Bratunac. Plusieurs personnes affirment avoir vu des cadavres gisant sur le bord de la route, sans toutefois pouvoir dire de quoi étaient mortes les victimes.

La délégation d'Amnesty International a également recueilli de nombreux témoignages émanant d'hommes qui ont réussi à atteindre Tuzla, à travers la forêt. Selon ces témoignages, des hommes faits prisonniers ou ayant accepté de se rendre auraient été exécutés sommairement par l'Armée serbe de Bosnie. Certains parlent également de cadavres découverts dans les bois, la gorge tranchée.

Une femme expulsée le 13 juillet par autocar dit avoir vu un groupe d'environ 400 hommes gardés par des hommes armés près du village de Sandieci, où son convoi avait été forcé de s'arrêter. Elle affirme

que plusieurs des prisonniers ont été alignés et abattus sous ses yeux à la mitrailleuse. Un peu plus loin, elle aurait vu un autre groupe d'hommes, marchant le long de la route en direction de Bratunac. Un autre témoin dit avoir aperçu un groupe d'une douzaine d'hommes, les mains liées, que l'on faisait monter de force dans un car, sur un terrain de sport des environs de Nova Kasaba. D'autres informations font également état de groupes de prisonniers détenus à Konjevici et à Kravica. Il existe en outre des indices permettant de penser que des détenus ont séjourné en divers endroits de Bratunac vers la mi-juillet. Pourtant, une délégation du CICR qui s'est rendue dans cette ville à la fin du mois de juillet n'a pu découvrir aucun site servant de lieu de détention.

Les événements de Zepa

Plus petite que celle de Srebrenica, l'enclave de Zepa constituait elle aussi une "zone de sécurité" de l'ONU. Replée d'environ 7 000 personnes, dont quelque 3 000 soldats et autres hommes en âge de servir dans l'armée, elle a été soumise à des attaques redoublées après la chute de Srebrenica. Zepa est finalement tombée le 23 juillet. À l'issue de négociations entre les dirigeants militaires des Serbes de Bosnie et les autorités civiles et militaires bosniaques, les civils ont été expulsés entre le mardi 25 et le vendredi 28 juillet. Les soldats et la plupart des hommes en âge de servir se sont réfugiés dans les collines avoisinantes, en attendant le résultat des négociations devant décider de leur sort.

La chute de Zepa ne semble pas avoir donné lieu à des atteintes aux droits de l'homme aussi généralisées qu'à Srebrenica. Les personnes ayant participé aux premiers convois ne signalent aucun incident. En revanche, celles qui ont été expulsées plus tard affirment qu'en arrivant à Tisca, des soldats de l'Armée serbe de Bosnie ont fait descendre des hommes des cars et les ont arrêtés. Certains de ces hommes avaient plus de soixante ans. Le CICR a enregistré 44 prisonniers originaires de Zepa. D'autres personnes disent avoir été harcelées par des soldats serbes de Bosnie au moment de rejoindre Kladanj. Ces soldats les auraient menacées et auraient exigé qu'elles leur remettent de l'argent et des objets précieux.

Des Serbes de la région de Tuzla auraient été maltraités

À la suite de la chute de Srebrenica et de Zepa, des Serbes de la région de Tuzla ont été victimes d'actes de représailles. Amnesty International a reçu des informations faisant état d'expulsions, de passages à tabac et de divers autres mauvais traitements dont auraient été victimes des Serbes, de la part de personnes chassées de Srebrenica. Un homme serait mort, dans le village de Jasnica, près de Srebrenik, ainsi qu'une femme âgée, à Simin Han, un village proche de Tuzla. La police locale aurait ouvert une enquête sur cette dernière affaire et se serait efforcée de protéger les civils serbes de la région. Toutefois, à la connaissance d'Amnesty International, aucune arrestation n'avait eu lieu au début de septembre 1995.

Les expulsions de Musulmans de Bijeljina

Amnesty International a également reçu des informations faisant état de nouvelles expulsions de musulmans, survenues à Bijeljina, une ville contrôlée par les Serbes de Bosnie, dans l'est de la Bosnie-Herzégovine. Fin juillet 1995, 47 personnes ont ainsi été expulsées par la police militaire, qui s'est présentée chez elles vers 3 heures du matin et leur a donné cinq minutes pour faire leurs valises. Ces personnes ont ensuite été emmenées en camion jusqu'à la ligne de front, où elles ont été sommées de descendre et de rejoindre à pied la zone contrôlée par les forces bosniaques. Un certain nombre de ces personnes affirment avoir été frappées à coups de pied et de poing. Certaines se seraient également fait voler de l'argent et des objets de valeur pendant le voyage. Amnesty International avait déjà recueilli des informations sur les vagues précédentes d'expulsion dans la région de Bijeljina. Quelque 6 000 personnes avaient notamment été chassées pendant l'été 1994 (voir Bosnie-Herzégovine. Vivre dans l'attente : Expulsions par la force d'habitants des villes de Bijeljina et de Janja, index AI : EUR 63/22/94, rapport publié en décembre 1994 par Amnesty International).

Les conclusions d'Amnesty International

Après le passage de la délégation d'Amnesty International, dont les constatations constituent la matière du présent rapport, le département d'État des États-Unis a rendu publiques des

photographies prises par des appareils de reconnaissance et qui montraient des parcelles fraîchement retournées, dans la région de Nova Kasaba. L'administration américaine estimait que ces images ressemblaient fort à des fosses communes récentes, et voyait là un indice susceptible de montrer qu'un grand nombre de personnes avaient peut-être été enterrées dans cette zone. D'autres clichés, également pris par les autorités américaines, mais qui n'ont pas été publiés, montraient 600 prisonniers dans l'une des zones suspectes, quelques jours avant la chute de Srebrenica (le sol ne paraissant pas, à cette époque, avoir été retourné), ainsi qu'un groupe de quelque 400 personnes détenues dans un champ, aux environs de Sandici. Le département d'État américain a également divulgué les récits de personnes qui auraient été témoins d'exécutions massives dans la région et disent en avoir échappé. Peu après la publication des photos, un journaliste du *Christian Science Monitor*, un journal américain, est parvenu à se rendre sur ce qu'il pensait être les sites photographiés par le département d'État. Au bord d'une de ces parcelles fraîchement retournées, il affirme avoir vu, sortant de terre, quelque chose qui ressemblait à un fémur humain. Selon son article (*Evidence Indicates Bosnia Massacre – Les indices d'un massacre en Bosnie –* paru dans le *Christian Science Monitor* du 18 août 1995), ce journaliste aurait également trouvé aux alentours des boîtes de munitions vides et quelques cartouches usagées, ainsi que des papiers, des documents et des objets personnels apparemment abandonnés là. Les documents portaient des noms, des tampons et des signatures qui semblaient indiquer qu'ils avaient appartenu à des Musulmans de Srebrenica.

Amnesty International n'est pas en mesure, sur la base des éléments dont elle dispose, de confirmer les accusations, largement reprises par la presse internationale, selon lesquelles des détenus civils et des prisonniers de guerre auraient été victimes d'exécutions massives. Il est cependant évident que les personnes portées manquantes, et notamment les personnes s'étant rendues aux forces serbes de Bosnie ou ayant été capturées ou plus généralement placées en détention par elles, se comptent par milliers, et que les autorités serbes de facto n'ont fourni aucun éclaircissement sur leur sort. Si certains représentants locaux des Serbes de Bosnie reconnaissent l'existence de charniers dans la région, ils soutiennent que ceux-ci contiennent exclusivement les corps de personnes tuées au combat. En dépit de leurs demandes répétées, les représentants des organisations internationales, y compris de l'ONU, n'ont pas été autorisés à se rendre sur place pour enquêter sur la nature de ces tombes, ni à procéder à l'examen médico-légal des cadavres qu'elles recèlent.

Toutes ces informations, ainsi que l'impossibilité dans laquelle se trouvent le CICR et les autres organisations internationales de rencontrer les prisonniers, ne peuvent que susciter la plus grande inquiétude quant au sort des personnes arrêtées par l'Armée serbe de Bosnie lors de la chute de Srebrenica, ainsi que de celles qui se sont rendues ou qui ont été capturées au cours de leur fuite.

Amnesty International est convaincue que de graves atteintes aux droits de l'homme ont été commises lors de la prise de Srebrenica et au cours de la période qui a suivi. Des personnes auraient notamment été tuées de manière délibérée et arbitraire, violées, placées en détention arbitraire ou maltraitées. Notre organisation estime que les informations faisant état d'exécutions massives de détenus civils et de prisonniers de guerre doivent être prises au sérieux et réitérer ses appels pour que le CICR soit autorisé à voir toutes les personnes détenues et pour que les organisations internationales puissent examiner les zones concernées, afin d'établir si oui ou non ces accusations sont fondées.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Bosnia-Herzegovina: The missing of Srebrenica. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAL - octobre 1995.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :